

Rapport de Groupe

« Le poids de l'Histoire »

Groupe J2 : « Complexe soviétique et perception de
l'étranger proche et lointain »

QUEST'IE 2025

Sous la direction de Arjun S. Hundal, Responsable du module

Marine HUE, Coordinateur du groupe

Chloé CHAUVINEAU

Lisa GUILCHER

Milo MAUBAN

Jules QUINTAS

Alexandre WILLAERT

Rayane THEODORE

Table des matières

Table des matières	1
Résumé exécutif	2
Introduction	3
1. Le poids de l'héritage de l'histoire russe dans la perception de l'État et de sa population	4
1.1 Héritage tsariste	4
1.2 L'héritage soviétique dans la Russie contemporaine ; entre nostalgie et réappropriation politique	5
2.3 Les conséquences de cet héritage : la décennie enragée	6
2. Perception de l'étranger par l'Etat russe et sa population	7
2.1 La perception de la Russie de son étranger proche	7
2.2 L'Etranger lointain : l'Occident	9
2.3 L'Etranger lointain : puissances émergentes (BRICS, Afrique,...)	10
Annexes :	14
Bibliographie :	18

Résumé exécutif

Le rapport examine la manière dont l'histoire structure la perception que la Russie contemporaine a de l'État, de sa population et de son environnement international. L'argument central est que le pouvoir russe n'utilise pas le passé comme simple héritage, mais comme un instrument de gouvernement : cadrer les crises, identifier les menaces, et légitimer des choix stratégiques internes et externes. Le texte articule trois strates historiques majeures. D'abord, l'héritage tsariste, réinvesti via des symboles et l'orthodoxie, présentée comme socle identitaire, tout en soulignant l'ambivalence sociale entre adhésion identitaire et faible pratique religieuse. Ensuite, l'héritage soviétique, traité comme un capital mémoriel : nostalgie populaire et réappropriation politique, sans équivaloir à un projet explicite de restauration du système. Enfin, la « décennie enragée » est décrite comme un traumatisme fondateur qui alimente durablement une demande d'État fort et explique l'acceptabilité sociale d'une recentralisation autoritaire au début des années 2000.

Sur le plan international, le rapport relie ce socle mémoriel à une représentation structurée de l'altérité : un « étranger proche » considéré comme zone d'intérêts vitaux, et un « étranger lointain » scindé entre adversaires et partenaires de contournement permettant à Moscou de revendiquer un rôle systémique dans un ordre international moins occidental. L'ensemble met en évidence des nuances internes tout en concluant que l'histoire constitue un prisme structurant pour comprendre la cohérence entre politique intérieure et posture extérieure russes.

La démarche repose sur une analyse qualitative structurée par axes thématiques combinée à une logique de causalité interprétative reliant représentations collectives et orientations stratégiques. Le texte mobilise des éléments de sociologie politique, de science politique et de relations internationales afin de produire une lecture cohérente entre narratif d'État, réceptions sociales et choix de politique étrangère.

Les sources se répartissent en cinq ensembles : 1) sources de sondages et baromètres d'opinion (Levada Center, VTsIOM, enquêtes conjointes) pour étayer les tendances sociétales et les clivages ; 2) déclarations et signaux officiels (Kremlin, responsables gouvernementaux) pour la position étatique sur l'Occident, l'OTAN et l'UE ; 3) analyses de think tanks, centres de recherche et médias spécialisés (policy papers, analyses géopolitiques) pour contextualiser les dynamiques stratégiques (BRICS, Russie-Inde, Russie-Chine, Afrique) ; 4) sources médiatiques généralistes (presse européenne et internationale) pour les séquences politiques, la perception et la narration publique ; et 5) ressources de synthèse/encyclopédiques utilisées comme appui factuel ponctuel (définitions, chronologies, éléments institutionnels), sans se substituer aux sources primaires et académiques.

Introduction

L'histoire constitue un élément central pour comprendre la perception que la Russie contemporaine a de l'État, de sa population et de son environnement international. Loin d'être un simple héritage du passé, le récit national russe mobilise symboles, mémoires et représentations pour interpréter les crises, désigner les menaces et structurer la vision de l'étranger proche comme lointain. Par l'histoire, l'État et les élites russes peuvent orienter les choix stratégiques et la vision nationale de l'histoire présente.

Après près de 400 ans sous un régime tsariste, un 20^e siècle marqué par 74 années de régime communiste, la décennie enragée de 1991 à 2000 a été une période fondatrice pour cette nouvelle Russie. Le démantèlement brutal de l'URSS laisse une Russie affaiblie confrontée à une « thérapie de choc » économique dévastatrice qui plonge le pays dans un chaos institutionnel et social durable, nourrissant un profond sentiment d'humiliation collective. L'incapacité de l'État à assurer ses fonctions régaliennes durant cette période crée un terreau propice ouvrant la voie à la recentralisation autoritaire engagée par Vladimir Poutine dès son arrivée au pouvoir en 1999.

La fragilité interne de la Russie a entraîné une révision significative de sa stratégie géopolitique face à une redéfinition forcée de la place de la Russie dans l'ordre international. Le sentiment d'être marginalisé face à l'expansion de l'OTAN, l'intervention occidentale en Yougoslavie sans mandat de l'ONU et la perception d'un ordre établi imposé convainquent les élites russes que l'intégration occidentale relève d'une erreur stratégique et symbolique.

Ces perceptions de faiblesse, de déclassement international, d'humiliation et de menace d'encerclement continuent aujourd'hui de structurer en profondeur les mentalités collectives et les orientations stratégiques de l'État russe, constituant un prisme central à travers lequel la Russie contemporaine appréhende son environnement interne comme externe.

1. Le poids de l'héritage de l'histoire russe dans la perception de l'État et de sa population

1.1 Héritage tsariste

Le tsarisme a laissé une empreinte institutionnelle et culturelle non négligeable : il a structuré la Russie pendant près de 4 siècles, de 1547, quand Ivan IV devient tsar de toutes les Russies, à 1917. La mémoire impériale est encore commémorée aujourd'hui. Cela peut être illustré par la commémoration du centenaire de l'assassinat de Nicolas II en 2018, ou encore la réhabilitation du tsar et de sa famille vues comme des victimes du bolchévisme. Les chiffres sont sans appel : en 2013, 28% de la population se disait favorable à un retour de la monarchie. Un chiffre en hausse constante, puisqu'ils n'étaient que 22% en 2006.

Ce renouement avec l'héritage tsariste passe également par le fait de remettre la religion au centre du jeu, c'est-à-dire en réaffirmant le rôle historique de l'Église orthodoxe comme pilier de l'identité nationale russe, à l'image de son importance sous les tsars. Vladimir Poutine tente désormais de renouer avec l'orthodoxie chrétienne après que le soviétisme a annihilé toute forme de religion pendant des décennies. Cela passe notamment par la mise en valeur de nouvelles grandes cathédrales officielles comme celle dédiée à la Résurrection du Christ, intégrée dans le parc militaire *Patriot* près de Moscou, où des symboles religieux sont mêlés à des thèmes historiques et étatiques. Il y a également les présences de Vladimir Poutine qui assiste régulièrement aux grandes fêtes religieuses orthodoxes, comme la messe de Pâques à la cathédrale du Christ-le-Sauveur à Moscou, laquelle est largement médiatisée. Puis, une partie de la population russe apprécie se remémorer le culte des Romanov, via leur canonisation en l'an 2000, ou encore la célébration du centenaire de leur assassinat en 2018.

Le gouvernement souhaite créer un récit historique dans le but de contrôler la mémoire collective. En effet, Vladimir Poutine structure la politique de mémoire en Russie et encadre la production savante de l'histoire pour la rendre compatible avec les intérêts et la narration officielle de l'État. Alexander Makhov, chercheur en sociologie de l'histoire, décrit une mémoire historique fortement modelée par des « lignes directrices descendantes » imposées par les autorités, qui définissent ce qui peut être dit ou écrit. Dans ce cadre, la narration officielle privilégie une vision étatique et continuiste du passé national, présentant l'État comme le garant de la sécurité et de la continuité du peuple russe. Ainsi, elle met de côté tout discours qui explorerait des périodes ou des acteurs perçus comme diminuant la grandeur de l'État (phases de dislocation, de crise), rendant difficile une histoire académique critique ou pluraliste.

L'État s'allie régulièrement à l'Église orthodoxe pour véhiculer un récit impérial glorifié: des expositions ludiques visant la jeunesse russe sont organisées et financées par l'administration présidentielle et par des entreprises publiques comme Gazprom, connues pour être proches du pouvoir. C'est le cas aussi de la « Société Historique Russe », placée sous l'autorité directe de Vladimir Poutine, qui finance et supervise les manuels scolaires d'histoire. Cette mise sous supervision de la mémoire historique influe de manière concrète sur les thèmes traités, les interprétations favorisées

par les maisons d'édition russes ou les institutions culturelles - c'est-à-dire celles qui imposent une version « unifiée » de l'histoire valorisant la continuité et la puissance de l'État russe, tout en marginalisant les lectures critiques ou divergentes - et sur la circulation des récits publics sur l'histoire nationale. Certaines enquêtes historiques autonomes deviennent alors presque impossibles à mener à l'intérieur du pays sans faire face à des obstacles institutionnels ou politiques.

Pourtant, la population reste ambivalente sur la légitimité de l'héritage tsariste : les soutiens de Poutine y voient une continuité identitaire rassurante, tandis que d'autres perçoivent ces références comme instrumentalisées ou déconnectées des réalités sociales. C'est le cas de l'aspect religieux : malgré la volonté du régime russe de remettre l'orthodoxie au centre de l'identité nationale, la pratique religieuse reste faible. Certes, plus de 70 % des Russes s'identifient comme orthodoxes (selon les sondages Levada de 2023), mais seuls 12 % assistent aux offices au moins une fois par mois et seulement 40 % déclarent que la religion joue un rôle important dans leur vie.

De fait, la nostalgie du tsarisme s'exprime davantage par des courants politiques minoritaires que par une religiosité populaire structurée. Dès la fin de l'URSS, plusieurs mouvements nationalistes ont tenté de réhabiliter l'héritage impérial et monarchique, à l'image du mouvement Pamiat, apparu dans les années 1980, qui associait orthodoxie, nationalisme russe et exaltation de la Russie impériale, tout en développant un discours violemment anticommuniste et parfois même antisémite. Ces événements révèlent un athéisme latent et l'héritage soviétique dans la société russe : la majorité des Russes (72%) rejette l'interdiction totale de l'avortement, une pratique légalisée dès 1920 par l'URSS et toujours acceptée aujourd'hui.

Enfin, l'un des autres signaux que la Russie de Poutine tente de renouer avec l'héritage tsariste est la mise en avant de certains signes rappelant le faste impérial. C'est le cas par exemple de l'aigle bicéphale, désormais doré sur fond rouge, couronné de trois couronnes impériales et portant un écu où un cavalier terrassant un dragon symbolise Saint Georges. Héritage des grands-princes de Moscou et de l'Empire byzantin, cet emblème, riche en symboles de pouvoir et d'extension territoriale, illustre comment la Russie de Poutine cherche à renouer avec la grandeur impériale de son passé.

1.2 L'héritage soviétique dans la Russie contemporaine ; entre nostalgie et réappropriation politique

Plus de trente ans après la disparition de l'Union soviétique, l'héritage de cette période demeure profondément ancré dans la société russe. Selon les données disponibles, 63 % des Russes regrettent la disparition de l'URSS. Les principaux regrets exprimés par la population concernent d'abord la destruction du marché économique unique soviétique et la perte du sentiment d'appartenance à une grande puissance. L'URSS offrait une forme de cohérence territoriale, économique et géopolitique qu'une partie de la population russe estime avoir perdue dans la Russie contemporaine.

La place de l'État dans l'économie est un point de différence majeur entre le système soviétique et le système actuel. L'URSS reposait sur une planification étatique et une forte redistribution, la Russie actuelle se caractérise par une économie plus libérale. Or, deux tiers des

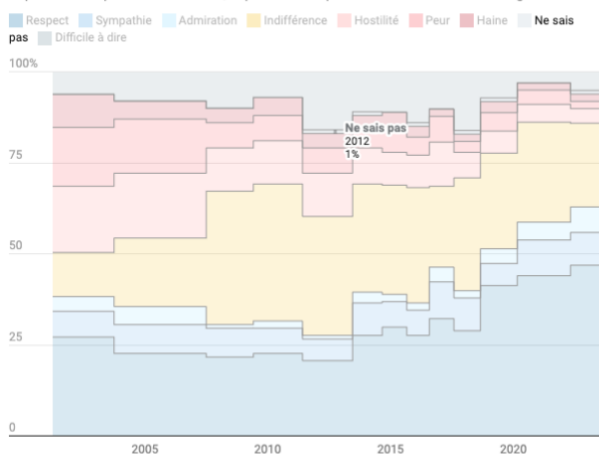
Russes estiment que le meilleur système économique repose sur la planification et la distribution étatique, révélant une opposition marquée à l'économie de marché. Ce rejet du libéralisme économique renforce la nostalgie du modèle soviétique communiste.

Dès son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine a capitalisé sur cette nostalgie. Même si son action politique s'inscrit dans un tournant économique libéral, le président russe a progressivement réintroduit des symboles et des références issus de l'URSS. Dès 2000, il rétablit l'hymne soviétique comme hymne national, remplaçant « *la Chanson patriotique* ». Il justifie cette décision en affirmant : « *Si nous sommes d'accord pour dire qu'il ne faut pas utiliser de symboles d'époques précédentes, et notamment de l'époque soviétique, nous devons alors reconnaître que nos mères et pères ont vécu en vain. Je ne peux pas être d'accord avec cela, ni dans ma tête ni dans mon cœur* ».

La figure de Joseph Staline est un autre exemple de cette réappropriation symbolique. Alors que celui-ci était associé à une période sombre de l'histoire soviétique et à un régime répressif dans les années 1990, sa perception a évolué depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir. Au premier semestre 2025, neuf monuments représentant Staline ont été érigés en Russie, et plus de 90 % des monuments à son effigie ont été installés sous la présidence de Poutine. En mai 2025, un buste de Staline a même été inauguré à Melitopol, ville ukrainienne de l'oblast de Zaporijia occupée par la Russie depuis mars 2022.

Près de la moitié des Russes disent avoir du «respect» pour Staline

Réponses à la question fermée : «Que pensez-vous personnellement de Staline en général ?»



Dernier sondage réalisé du 20 au 26 juillet 2023 sur un échantillon de 1 629 Russes âgés de 18 ans et plus. Graphique: Le Grand Continent - Source: Levada Center

L'héritage soviétique alimente le roman national russe, malgré ses événements controversés. C'est un capital symbolique et mémoriel plus qu'un projet de restauration. Vladimir Poutine le résume par sa déclaration en 2000 : « Celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, celui qui souhaite son retour n'a pas de tête ».

2.3 Les conséquences de cet héritage : la décennie enragée

Dans le prolongement de l'héritage soviétique repris en symbolique depuis les années 2000 sous l'impulsion de l'État russe, la décennie enragée, constitue une période

de traumatisme qui justifie, en partie, la réappropriation du passé tsariste et soviétique du passé.

L'effondrement de l'URSS en 1991 ne s'est pas accompagné d'une transition planifiée et maîtrisée. La Russie a connu une rupture brutale de son modèle, marquée par une défaillance de l'État. La disparition des structures économiques, politiques et sociales qui avaient organisé la vie des Russes pendant plus de 70 ans a entraîné une période de chaos et de déclasserment profond pour la population.

La thérapie de choc et les réformes économiques du président Eltsine ont eu pour conséquence la désorganisation du système économique de la Russie. La libéralisation des prix sans transition planifiée, encadrée a provoqué une inflation allant jusqu'à 2 333% en décembre 1992. Cet appauvrissement social et économique a eu pour conséquence de tuer dans l'œuf la transition vers le libéralisme économique de la Russie au début des années 1990. En 1995, on estime que la proportion de personnes pauvres dans la population est de 50% (2% en 1987).

Dans ce chaos global, l'État russe a été incapable de maintenir les fonctions régaliennes entre crises constitutionnelles, émergence des mafias, corruption et conflits interne armés (Tchéchénie). Cette période a eu pour conséquence, la perte de confiance de la population dans l'État aggravant la crise et l'association entre l'État, la période de chaos et le libéralisme.

La décennie enragée est également une crise identitaire majeure pour la population russe qui perd son statut de superpuissance mondiale face à l'élargissement de l'OTAN dans les anciennes républiques soviétiques. Ce déclasserment international nourrit le sentiment d'humiliation partagé par la population russe, renforçant par la même occasion, le ressentiment collectif envers les pays occidentaux.

Ce déclasserment, nourrissant un sentiment d'humiliation, a favorisé l'émergence de trois complexes. Dans un premier temps se développe un complexe d'humiliation lié à la perte de prestige international. Par ailleurs, s'affirme un sentiment de vulnérabilité existentielle, nourri par la dislocation de l'Union soviétique et l'indépendance de nombreuses républiques, telles que l'Ukraine, les États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) ou encore le Kazakhstan. Cette crainte est renforcée par l'émergence de mouvements indépendantistes, notamment en Tchéchénie. Et finalement, apparaît le complexe face aux liens entre le désordre de l'époque (émergence des mafias, conflits civils internes, perte de pouvoir d'achat) et le libéralisme renforçant la volonté d'un État centralisé fort voire autoritaire.

Pour conclure, la décennie enragée (1991-2001) constitue un moment majeur dans le rapport contemporain de la population russe à son histoire actuelle. Le traumatisme du chaos économique, social et politique a entraîné l'émergence de complexes identitaires légitimant, dans la population russe, la volonté d'un État fort et protecteur.

Cette époque douloureuse pour la population russe a conduit à la réhabilitation sélective des héritages tsaristes et soviétiques à partir du début des années 2000 avec l'arrivée de Vladimir Poutine. Cette décennie structure enfin, le socle fondateur de la perception russe de son environnement étranger, proche et lointain.

2. Perception de l'étranger par l'Etat russe et sa population

2.1 La perception de la Russie de son étranger proche

La dislocation de l'URSS en 1991 marque un changement de perception des Russes de l'étranger, proche ou lointain.

Pour amoindrir les conséquences de cet effondrement, la Fédération de Russie crée la Communauté des États Indépendants (CEI) en 1991, qui regroupe toutes les républiques anciennement soviétiques, à l'exception des États baltes. C'est ce que les Russes considèrent comme leur étranger proche. L'objectif est exposé par Evgenii Ambartsoumov, président de la commission des affaires étrangères du Soviet suprême en 1992 : l'espace géopolitique de l'ex-URSS constitue la sphère d'intérêt vital de la Russie. Ce concept sera rapidement invisibilisé du discours public afin de ne pas éveiller les inquiétudes des états membres de la CEI sur un renouveau impérialiste de l'État russe. Dès lors, la CEI aura pour mission d'encourager ses membres à l'intégration régionale en matière économique, politique et militaire.

En réalité, cette communauté n'est pas particulièrement utile pour les états membres de la CEI, en dehors de la Russie. Ce regroupement de pays est voulu par la Russie et lui permet de continuer à asseoir sa domination sur les anciennes républiques soviétiques, sans toutefois les aider à se développer économiquement. En témoigne l'absence d'avancées majeures en matière économique, notamment avec l'échec de la création d'un marché commun pour ses membres ou la dissolution d'Eurasec, organisation intergouvernementale de coopération économique. De même, la décision de créer un organe de surveillance des élections de ses États membres (OSE-CEI) dès 2002 est primordiale pour lutter contre la corruption et les élections politiques faussées. Néanmoins, cet organe ne réalise pas les mêmes constats et analyses que l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), notamment dans le cas des élections ukrainiennes de 2004 remises en question par la Russie et jugées correctes par l'OSCE.

Au-delà des constats réalisés, le concept d'étranger proche est également contesté directement par les Russes ou bien des chercheurs. En effet, ce concept n'existerait pas vraiment, notamment en raison de l'éloignement idéologique entre les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et Moscou. Cette idée est voulue par l'État russe pour continuer à fédérer les populations russophones mais ces liens continuent années après années à se distendre : en trente ans, la part des Russes revendiquant des liens avec les états membres de la CEI a baissé de 18 points, passant de 42% à 24% en 2023.

Par ailleurs, 42% des Russes avaient une opinion négative des anciennes républiques soviétiques en 2023, alors qu'ils étaient 51% en 1993. Cela témoigne toujours d'une distance notable entre la Russie et son étranger proche qui réduit pour autant. Cela semble être dû à un changement générationnel progressif. Dès lors, l'opinion publique des plus de 55 ans est assez mauvaise sur la question des pays proches de l'OTAN, alors que celle des jeunes (18-24 ans) est plus mitigée. Concernant l'Ukraine par exemple, en août 2022, 56% des jeunes contre 77% des 55 ans et plus partageaient une mauvaise opinion de l'Ukraine. Il en va de même concernant l'Estonie, où 36% des jeunes avaient une mauvaise opinion de cette ancienne république soviétique, contre 75% des 55 ans et plus.

Cette différence de perception entre générations interpelle. La séparation entre plusieurs régions et la Russie, tant d'un point de vue idéologique, économique ou institutionnel a laissé place à une méfiance accrue de la culture occidentale à laquelle s'identifient de plus en plus d'anciennes

républiques soviétiques (de la Baltique à la Géorgie, en passant par l'Ukraine notamment). Parallèlement, la jeune génération russe contrebalance avec cette perception des plus âgés. Leur opinion de l'étranger proche n'est pas influencée par une dure réalité vécue, mais plutôt par une volonté de se consacrer d'abord à une politique nationale, plutôt qu'à une politique impérialiste sur les états de son étranger proche. En témoigne l'évolution de la part des Russes estimant que la Fédération mène une politique impérialiste menaçant la souveraineté voisine : ils étaient 3 % à le penser en 1993, ils sont désormais 11 %. Ce chiffre illustre une réussite d'assimilation du narratif officiel où l'immense majorité de la population continue de percevoir les actions russes non comme une agression impériale, mais comme une nécessité défensive ou un rétablissement de la justice historique.

2.2 L'Etranger lointain : l'Occident

La perception de l'État russe de son étranger lointain est incarnée par les Etats-Unis et l'Union Européenne. Celle-ci résulte d'une évolution marquée par des fractures géopolitiques profondes, notamment depuis le conflit en Ukraine.

L'État russe perçoit l'Occident comme une menace, incarnée en premier lieu par l'OTAN, considérée comme existentielle et expansionniste. En avril 2024, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, affirmait que les relations avec l'Alliance avaient atteint le stade d'une « confrontation directe », qualifiant l'OTAN d'« outil de confrontation » contrôlé par les États-Unis. L'élargissement de l'Alliance est également présenté comme une menace à la sécurité nationale russe. La Russie désigne l'OTAN comme un adversaire engagé dans le conflit ukrainien. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov déclare que la Russie est en « guerre réelle » avec l'OTAN et l'Union européenne.

Outre l'OTAN, l'Etat Russe distingue les Etats-Unis de Trump et l'Union Européenne. Le retour au pouvoir de Donald Trump en 2025 est perçu par Moscou comme celui d'un interlocuteur plus ouvert à la négociation. Le Kremlin a publiquement salué certains aspects de sa politique étrangère. En mars 2025, Dmitri Peskov a déclaré que le récent pivot politique de Washington sous Trump « coïncide largement avec notre vision ». A l'inverse, l'Union Européenne est présentée comme un bloc hostile et inflexible. Elle est accusée de contribuer à la prolongation du conflit ukrainien, notamment avec la mise en place de sanctions économiques à l'encontre de Moscou. En 2025, le Service de renseignement extérieur russe (SVR) a désigné l'Union Européenne comme « l'adversaire numéro un » de la Russie. Cette désignation officielle souligne un changement stratégique privilégiant l'hostilité institutionnelle de l'UE dans l'agenda sécuritaire russe.

Enfin, la perception de l'État russe de l'Occident s'inscrit dans un rejet idéologique des valeurs libérales telles que la démocratie, les droits civiques et les politiques progressistes. Ces dernières sont présentées comme un outil d'ingérence extérieur et un risque pour la sécurité et la souveraineté nationale. Elle serait exploitée pour encourager des transitions de régime notamment pendant les « révolutions de couleur ». Par ailleurs, les valeurs occidentales sont qualifiées de « décadentes » et jugées incompatibles face aux valeurs traditionnelles russes, fondées sur la famille, la religion et l'identité nationale.

Dans un second temps, la perception de l'Occident par la population russe se définit par un rejet majoritaire qui doit se nuancer au sein même de la population. Une majorité de la population russe perçoit l'Occident de manière négative, exacerbé depuis la guerre en Ukraine et accentuée de la campagne médiatique d'État qui l'accompagne. Une enquête conjointe du Chicago Council on Global Affairs et du Levada Center, menée en janvier 2025, illustre cette tendance. 50 % l'attribuent à une « hostilité envers la Russie » et 30 % à une « incompréhension de la situation réelle en Ukraine ».

Outre un soutien apparent à la politique du Kremlin dans les sondages, les Russes préféreraient la voie des négociations de paix pour mettre fin au conflit. Il existe un écart significatif entre le soutien affiché aux positions officielles et les préférences personnelles des citoyens sur la résolution du conflit. Selon le projet Re-Russia, qui synthétise des enquêtes du Levada Center et de Russian Field, environ 60% des Russes soutiennent le scénario d'un cessez-le-feu immédiat sans conditions préalables, suivi de négociations. Position qui était défendue par l'Ukraine et ses alliés occidentaux au printemps 2025, et rejetée par le président Vladimir Poutine.

Enfin, un clivage générationnel et sociologique montre que la perception de l'Occident en Russie n'est pas homogène. En effet, elle varie selon l'âge, le lieu de résidence et les sources d'information. Les partisans des positions de l'État russe sont généralement plus âgés, vivant dans de petites villes ou en zone rurale et consomment beaucoup la télévision d'État. A l'inverse, les plus jeunes, résidants dans de grandes métropoles et s'informant via Internet (YouTube, Telegram) portent des discours moins radicaux sur l'Occident.

2.3 L'Étranger lointain : puissances émergentes (BRICS, Afrique,...)

L'étranger lointain représente d'un côté les pays concurrents, comme l'UE, les Etats-Unis, ou encore les membres de l'OTAN, comme nous avons pu le voir précédemment. Cependant, il existe également une tout autre partie de cet étranger lointain, avec laquelle Moscou tente de maintenir des relations de confiance et de proximité, à tous les niveaux. Ces autres étrangers proches pourraient être schématisés comme les puissances émergentes et les pays en développement.

Comme puissance émergente, la Russie cherche à s'entourer principalement de la Chine et de l'Inde. Ces choix se justifient de plusieurs manières. Tout d'abord leur proximité géographique favorise leur bonne entente. Dans un deuxième temps, les choix politiques et la défiance de plus en plus affichée envers les Etats-Unis sont communs à ces nations. Ces rapprochements stratégiques peuvent, dans une certaine mesure, renforcer leur poids et leur visibilité sur la scène internationale, tout en restant marqués par des intérêts nationaux parfois divergents, limitant l'idée d'une véritable unité, relevant davantage d'une convergence d'intérêts ponctuelle.

Pour la Chine, il n'y a pas forcément d'alliance formelle, cependant une grande partie de leur relation se joue sur le volet économique. En effet, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la Russie avec plus de \$240 milliards d'échange en 2023, permettant aux deux pays de renforcer une relation bilatérale et de réduire leur dépendance vis-à-vis de certains pays, notamment les États Unis. De plus, les deux nations essaient également de s'aligner aux niveaux de leurs positions diplomatique et militaire avec une volonté sous-jacente de contester l'hégémonie occidentale.

La relation russo-indienne s'appuie majoritairement sur une coopération militaire. En effet, l'Inde a longtemps été le premier client de l'armement russe. Depuis 2022, la Russie voit aussi l'Inde comme un relais économique majeur, notamment via les exportations massives de pétrole russe à prix réduit, faisant de ce pays l'un des premiers acheteurs. Pour la Russie, l'Inde est à la fois un contrepoids à l'Occident et un partenaire non aligné permettant de ne pas dépendre exclusivement de la Chine.

En changeant de prisme et en essayant de comprendre la perception et le ressenti de la population russe, cette dernière voit d'un œil favorable ces liens et alliances. En effet, en mai 2023, 87% des Russes perçoivent la Chine de manière favorable et ce peu importe la classe d'âge. Cela traduit non seulement une confiance dans ce partenaire stratégique, mais aussi une acceptation de la réorientation de la Russie vers des pôles non occidentaux. Par ailleurs, en octobre 2024, 78 % des Russes pensent que les BRICS constituent la première étape de la formation d'un nouvel ordre mondial. Ainsi, nous pouvons dire que la population russe ne perçoit pas ces rapprochements comme de simples stratégies court-termistes, mais davantage comme une alternative favorable à un ordre international dominé par l'Occident.

La stratégie que la Russie mène avec son étranger lointain ne s'arrête pas aux pays asiatiques mais vient aussi s'imposer là où les anciennes puissances coloniales étaient autrefois présentes. En effet, la Russie cherche à instrumentaliser l'Afrique comme espace où elle peut redevenir une puissance visible. Il y a une véritable mise en scène de la Russie comme protecteur anticolonialiste, à travers des interventions militaires menées par Wagner puis Africa Corps, permettant de donner une image d'une Russie forte, respectée et demandée. En plus des opérations militaires, des accords militaires bilatéraux sont également mis en place, en 2023, la Russie avait signé des partenariats avec près de deux tiers des pays africains. La Russie est également l'un des premiers exportateurs d'armes vers l'Afrique. De plus, il y a de grandes campagnes de désinformation mises en place visant à soutenir le déploiement des forces russes.

Du point de vue de la population, l'opération Wagner/Africa Corps est relativement peu connue des Russes. Malgré ce manque d'informations, environ 40 % des Russes estiment que leur pays devance les États-Unis et l'Union européenne en termes d'influence en Afrique. Cette perception s'inscrit dans un cadre plus large ; pour la population, la puissance militaire est extrêmement valorisée. En effet, en janvier 2025, près de la moitié des Russes (48 %) considèrent la force militaire comme plus déterminante que la puissance économique. De plus, 63 % des Russes considèrent le recours aux sociétés militaires privées comme acceptable. Cela suggère que les instruments utilisés en Afrique sont perçus comme légitimes et efficaces. Ainsi, même en l'absence d'une connaissance fine des opérations africaines, l'opinion publique russe semble adhérer à l'idée que la force militaire est un élément clé pour affirmer la place de leur pays dans le monde.

Conclusion

Pour l'État russe, l'histoire constitue un instrument de définition du présent en légitimant ses actions par les événements passés.

Sur le plan international, ces événements internes ont influencé la perception de la population russe de son environnement extérieur (proche et lointain). La perte du statut de superpuissance face aux Etats-Unis, l'élargissement de l'OTAN vers l'Est ont été perçus comme des actions défavorables voire hostiles de l'ordre international envers la Russie. Cette perception se traduit, au niveau de l'État russe, par la distinction claire entre l'étranger « proche » considéré comme espace d'intérêts vitaux et une vision binaire d'un étranger « lointain ». Une partie est vue comme concurrent voire adversaire (Occident), et une autre, à l'inverse comme allié stratégique (puissances émergentes) afin de fragiliser un ordre international dominé par les occidentaux.

Enfin, cette cohérence entre la politique intérieure et extérieure de la Russie contemporaine doit être comprise avec les fantômes du passé tsariste, soviétique et de la chute de l'URSS pris en compte. L'histoire, en tant que ressource, permet à l'État de se doter d'une orientation stratégique avisée. La connaissance de la trajectoire politique, sociétale et géopolitique de la Russie repose sur la compréhension de son histoire et des traumatismes liés.

Annexes :

Table 1. How Russia Views Its History

	Definitely proud	More proud than ashamed	Neither proud nor ashamed	More ashamed than proud	Definitely ashamed	Difficult to answer
The takeover of Crimea in 2014	54	25	14	2	1	5
The conquests of Siberia, the Far East, Kazakhstan and Central Asia, the Caucasus and Transcaucasia, Ukraine and Belarus, and Poland and Finland between the 15th and 19th centuries	45	31	13	2	1	8
Its Soviet history	45	33	14	2	1	4
Its participation in the war in Syria	13	23	34	10	5	16
The Soviet-Afghan War	8	12	34	22	11	14
The Chechen wars	7	10	36	23	10	13

Source: Levada Center

Survey Question: Do you think that Russia should be proud or ashamed of . . . ?

Table 2. How Russia Views the Era of Stalinist Repression

	August 2007	October 2012	March 2016
These acts of repression were politically necessary and historically justified	9	22	26
These acts of repression were political crimes and cannot be justified	72	51	45
I don't know anything about these acts of repression	N/A	6	8
Difficult to answer, refuse to answer	19	20	22

Source: Levada Center

Survey Question: Which of the following opinions about Stalinist repression do you most agree with?

Note: The August 2007 version of the survey did not include the answer option "I don't know anything about these acts of repression."

Currently, how do you generally perceive China?

As %% of respondents per age group, May 2023

■ Good ■ Bad ■ Can't say



НАСТОЯЩИЙ МАТЕРИАЛ (ИНФОРМАЦИЯ) ПРОИЗВЕДЕН И РАСПРОСТРАНЕН ИНОСТРАННЫМ АГЕНТОМ АНО «ЛЕВАДА-ЦЕНТР» ЛИБО КАСАЕТСЯ ДЕЯТЕЛЬНОСТИ ИНОСТРАННОГО АГЕНТА АНО «ЛЕВАДА-ЦЕНТР».

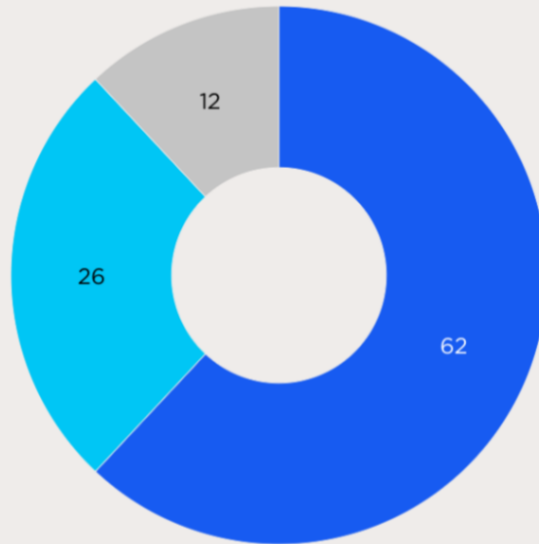
Created with Datawrapper



Russia's Role in World Affairs

Do you think it is best for the country's future if Russia takes an active part in world affairs or stays out of world affairs? (%)

■ Active part ■ Stay out ■ Difficult to answer



September 26-October 2, 2024 | n=1,606
CHICAGO COUNCIL ON GLOBAL AFFAIRS / LEVADA CENTER

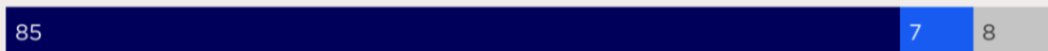


Effective Foreign Policy Approaches

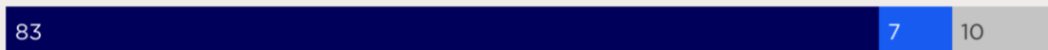
To what extent, in your opinion, is each of the following approaches effective in achieving Russia's foreign policy goals? (%)

■ Very + somewhat effective ■ Not very + not at all effective ■ Difficult to answer

Maintaining Russia's military superiority



Strengthening cooperation with countries like Brazil, Iran, China, and South Africa (BRICS)



Participating in international agreements and organizations



Providing foreign aid to other countries



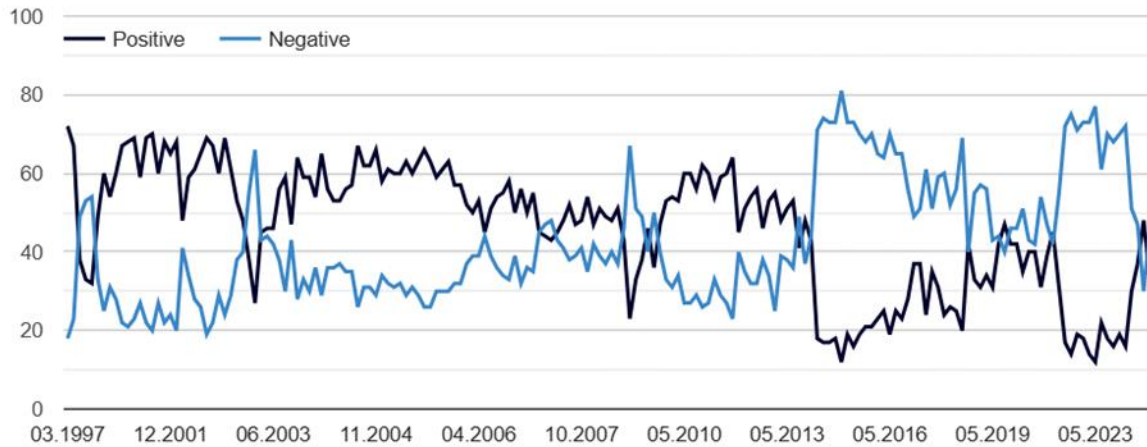
Placing tariffs on imported goods from hostile nations



September 26-October 2, 2024 | n=1,606
CHICAGO COUNCIL ON GLOBAL AFFAIRS / LEVADA CENTER

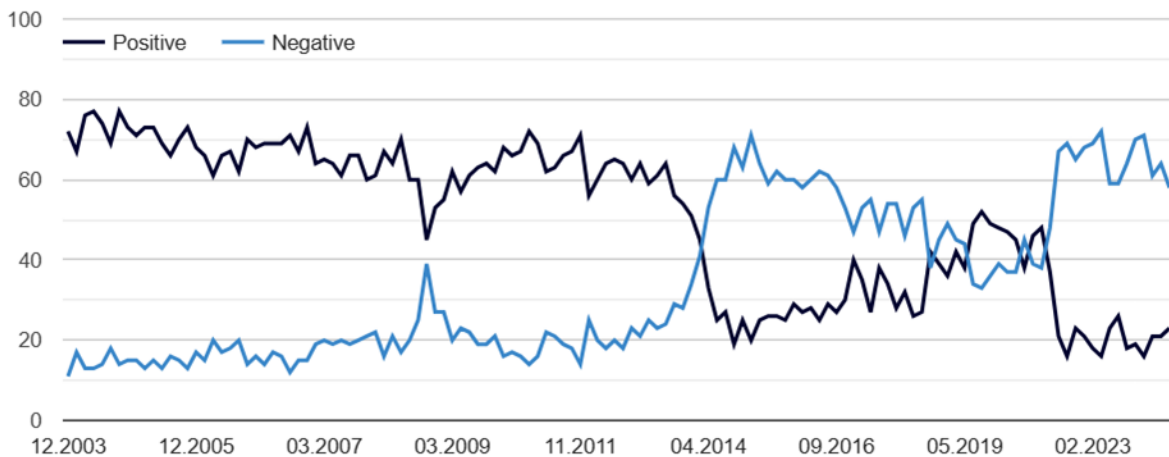


Attitude de la Russie envers les Etats-Unis et ses citoyens



Levada Center. (16 septembre 2022). *Russian attitude towards the USA and their citizens.* Levada Center.

Attitude de la Russie envers l'Union européenne et ses citoyens



Levada Center. (16 septembre 2022). *Russian attitude towards the EU and their citizens.* Levada Center.

Bibliographie

- BBC News Afrique.** (2021). Vladimir Poutine : comment il a réussi à restaurer le statut de la Russie.
- Bellenger, J.** (2006). La pauvreté en Russie.
- Buyanovsky, I.** (2019, 14 novembre). Kak dalneye rossiyskoye zarubezhye stanovitsya blizhnim. Perito.
- Chicago Council on Global Affairs.** (2025, janvier). Russians Rally Around Putin's Foreign Policy. (s. n.). (2022, octobre). Public opinion on the war in Ukraine.
- Connaissance des Énergies.** (2025, août). Le point sur les achats de pétrole russe par l'Inde. Conseil de l'Union européenne. (s. d.). Timeline – EU sanctions against Russia. CSIS. (2025, août). Guns and Oil: Continuity and Change in Russia-India Relations
- Euronews.** (2021, 25 décembre). En Russie, de nombreux nostalgiques de l'URSS, 30 ans après sa chute.
- Galeotti, M.** (2025, 18 juillet). Reluctant consensus : War and Russia's public opinion. Atlantic Council.
- Géoconfluences.** (2024, août). L'étranger proche de la Russie et la CEI.
- Giuffrida, A., & agencies.** (2025, 2 mars). Kremlin says, « US foreign policy pivot largely coincides with our vision ». The Guardian.
- Gomart, T.** (2006). Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? Le Courrier des pays de l'Est, 1055(3), 4-13.
- Grokipedia.** (2025, novembre). Freedom of religion in Russia.
- Jégo, M.** (2025, 27 avril). La Russie fait de l'Europe l'adversaire numéro un. Le Monde.
- Le Grand Continent.** (2025, 29 juin). Pourquoi la Russie de Poutine érige-t-elle de plus en plus de monuments à la gloire de Staline ?
- Le Monde.** (1990, février). URSS : l'organisation Pamiat va faire l'objet de poursuites pour incitation à l'antisémitisme.
- Le Monde.** (2020, décembre). La tragédie des Romanov : les derniers jours d'une dynastie.
- Le Nouvel Observateur.** (2008, octobre). Le tsar Nicolas II est réhabilité par la justice.
- Le Point.** (2017, octobre). Cent ans après la Révolution, des Russes rêvent d'un retour à la monarchie.
- Lemaire, J.** (2025, 17 septembre). Ukraine et langage du pouvoir russe. GRIP.
- Lerais, F.** (1992). La Russie en transition.
- Levada Center.** (2017, 9 janvier). The fall of the Soviet Union.
- Levada Center.** (2022, 16 septembre). Attitude towards countries and their citizens.
- Levada Center.** (2024, juin). International relations : estimates of May 2023.
- Libération.** (2000, 6 décembre). Vladimir Poutine dépoussière les symboles soviétiques et tsaristes.

Makhov, A. (2022). Under the State Supervision : Academic History in Putin's Russia (entretien). Storicamente.

Martel-Porchier, É. (2020). Comment une société moderne s'effondre-t-elle ? L'exemple de l'URSS. The Conversation.

Ministère de l'Économie. (2021). Brèves économiques : Chine et Mongolie.

New Cold War. (s. d.). In Levada Center poll, most Russians prefer planned economy over free market.

Ponars Eurasia. (2018, juin). The Russian Orthodox Church's conquest of the history market.

Pribylovski, V. (1992). Le mouvement Pamiat, « école des cadres » du nationalisme russe durant la perestroïka.

Radio Free Europe / Radio Liberty. (2019, octobre). Russian « History Parks » Present Kremlin-Friendly Take on the Past.

Radio Free Europe / Radio Liberty. (2021, août). « A Dangerous Commission »: Russian Historians Alarmed as Putin Creates State Body on Historical Education.

Re-Russia.net. (2025, 26 mars). Why Russia's military reform faces serious challenges.

Smeltz, D., El Baz, L., & Volkov, D. (2025, 3 mars). Russians would rather endure sanctions than concede in Ukraine war. Chicago Council on Global Affairs.

Svirnovskiy, G. (2025, 25 septembre). Russia's foreign minister says Moscow is in a « real war » with NATO. Politico.

TASS. (2023, 25 avril). VTsIOM : les liens des Russes avec l'espace post-soviétique ont diminué de près de moitié en 30 ans.

TASS. (2024, octobre). VTsIOM : plus de 80 % des Russes connaissent les BRICS.

Teslova, E. Taux d'inflation en Russie | 1991-2025 – Données et prévisions 2026-2027. (2024, 4 avril).

Kremlin: Russia-NATO relations have regressed to « direct confrontation ». Anadolu Agency.

TV5 Monde. (2025, juin). Russafrique : pourquoi l'Afrique se tourne vers la Russie. (s. n.). (2023, août). 40 % des Russes estiment que la Russie dépasse les États-Unis et l'UE en Afrique.

Vatican News. (2018, juillet). Cent ans après, les Russes se réapproprient l'héritage impérial.

VCIOM. (2013, mars). Monarchy in Russia: Is it over ?

Wikipédia. (s. d.). Communauté des États indépendants (CEI).

Wikipédia. (s. d.). Hymne national de la Russie

EGE Ecole de Guerre
Economique

EGE Ecole de Guerre
Economique

Ecole de Guerre Economique

196 rue de Grenelle, 75007 Paris

ege.fr



AEGE – Le réseau d'experts en
intelligence économique

aege.fr

portail-ie.fr

infoouerre.fr